

Unité départementale de Côte d'Or

Dijon, le 25/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



RMG

Le Chateau les Gravelots - La vie des As
Pré russey
21130 CHAMPDOTRE

Références : 0005400082/2022-092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2022 dans l'établissement RMG implanté Le Chateau les Gravelots - La vie des As Pré russey 21130 CHAMPDOTRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RMG
- Le Chateau les Gravelots - La vie des As Pré russey 21130 CHAMPDOTRE
- Code AIOT dans GUN : 0005400082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La SA ROGER MARTIN a été autorisée, par arrêté préfectoral du 15 juillet 2004, à exploiter une sablière située à Champdôtre pour une durée de 19 ans. L'autorisation d'exploiter a été transférée à la société RMG par arrêté préfectoral du 18 décembre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Eaux superficielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 19	/	Sans objet
Limitation des consommations	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 26.1	/	Sans objet
Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 41	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Description des installations	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 2	/	Sans objet
Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 3	/	Sans objet
Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 4	/	Sans objet
Montant des garanties financières	AP Complémentaire du 18/12/2014, article 3	/	Sans objet
Modalités d'actualisation du montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 8.2	/	Sans objet
Bornage	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 13	/	Sans objet
Information du public	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 14	/	Sans objet
Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 15	/	Sans objet
Autres aménagements – Piézomètre amont	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 16	/	Sans objet
Épaisseur	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 22.1	/	Sans objet
Phasages	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 22.3	/	Sans objet
Utilisation des matériaux	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 22.4	/	Sans objet
Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	/	Sans objet
Traitement des eaux de procédés	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 27	/	Sans objet
Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 26.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 26.3	/	Sans objet
Contrôles des eaux de nappe	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 28	/	Sans objet
Contrôles	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 35.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux constats réalisés au cours de la visite concernent l'extraction de matériaux sur une largeur de 2 à 3 m dans le délaissé périphérique, ainsi que le piézomètre de surveillance qui n'est pas positionné à l'emplacement fixé par l'arrêté d'autorisation, ni en amont du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Description des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Description des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :</p> <p>2.1. Une carrière à ciel ouvert, d'une superficie totale de 21 ha 35 a 90 ca sur les parcelles énumérées par le tableau ci-dessous et siège d'un gisement exploitable 900 000 t. [tableau non reproduit] La surface autorisée inclut les zones de protection définies à l'article 19, elle correspond à la surface à remettre en état. La carrière est destinée à l'extraction de matériaux alluvionnaires à raison d'une production brute annuelle maximale de 50 000 t .</p>
<p>Constats :</p> <p>Un procès-verbal de récolement a été réalisé le 30/07/2015 sur les parcelles D644, D651 et D652 (correspondant aux parcelles cadastrales D120 et D644 visées dans l'arrêté d'autorisation du 15/07/2004).</p> <p>Selon le plan topographique du 26/11/2021, l'exploitation a désormais lieu sur les parcelles ZP26, ZP27, ZP29, ZP30 et ZP93.</p> <p>Selon les déclarations GEREP réalisées par l'exploitant, la production de matériaux commercialisables a été de 56,7 kt en 2020 et 53,5 kt en 2019. Il apparaît que la production annuelle de matériaux commercialisables en 2019 et 2020 a été supérieure à la production maximale autorisée. A noter toutefois que le gisement ne sera pas exploité dans sa totalité à l'échéance de l'autorisation, l'exploitant a sollicité une prolongation de la durée d'exploitation fin 2021. La production moyenne sur la durée d'autorisation apparaît donc moindre que celle prévue initialement, malgré cette surexploitation en 2019 et 2020.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
Prescription contrôlée : DESIGNATION CAPACITE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE REGIME Exploitation d'une carrière 21 ha 35 a 90 ca 2510 A Exploitation d'installations de concassage criblage 239 kW 2515 -1 A
Constats : Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, les installations de traitement de la société RMG à Champdôtre relèvent désormais du régime de l'enregistrement. Par courriel du 14 février 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le détail de la puissance des équipements de l'installation de traitement faisant apparaître une puissance totale de 180 kW.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploitation (extraction et remise en état) de la carrière est accordée pour une durée de 19 années à compter de la date de signature du présent arrêté. Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en œuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance du présent arrêté. En tout état de cause, la notification de fin de travaux, après remise en état, devra parvenir en préfecture six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.
Constats : Comme indiqué précédemment, fin 2021, l'exploitant a sollicité une prolongation de l'autorisation d'exploiter pour une durée de 3 ans, le gisement n'ayant pas été exploité dans sa totalité. Ce dossier est instruit de manière distincte à la présente inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2014, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Les garanties financières sont données pour une période d'une durée de cinq ans au moins. Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état du site visant à une insertion satisfaisante à un moment quelconque au cours de l'exploitation. Il est fixé comme suit : 78 342,18 € TTC pour la troisième période d'exploitation (10 à 15 ans) 80 624,20 € pour la troisième période d'exploitation (15 à 19 ans)
Constats : Le dernier acte de cautionnement transmis est valable à partir du 16 juillet 2018 et expire le 15 juillet 2023, pour un montant de 81 561 €.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 8.2
Thème(s) : Situation administrative, Modalités d'actualisation du montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'indice TP01 de référence est celui publié à la date de signature du présent arrêté. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
Constats : L'indice TP01 utilisé pour l'actualisation des garanties financières n'est pas précisé dans les éléments transmis par l'exploitant lors de l'envoi de l'acte de cautionnement.
Observations : Le dossier de demande de prolongation de l'autorisation transmis fin 2021 (instruction distincte de la présente inspection) intègre une actualisation du calcul des garanties financières. Cet aspect sera donc analysé dans le cadre de l'instruction de la demande de prolongation de l'autorisation réalisée de manière distincte à la présente inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 13
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.
Constats : Le positionnement des bornes apparaît sur le plan topographique du 20/11/2021 transmis préalablement à la visite. Les bornes situées à proximité de l'entrée du site ont été vues lors de la visite (les conditions météorologiques lors de la visite ne permettaient pas de parcourir le périmètre complet de l'installation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 14
Thème(s) : Situation administrative, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau est présent à l'entrée du site et reprend les informations ci-dessus. L'inspection note toutefois que l'identité et les coordonnées de l'exploitant apparaissant sont celles de l'entreprise ROGER MARTIN dont la société RMG est une filiale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) et les installations de traitement doivent être ceinturées par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.
Constats : Une partie du périmètre a été parcourue par l'extérieur lors de la visite: il a été constaté la présence d'une clôture agricole en fils barbelés doublée par un merlon sur les parties Sud et Est de la carrière (les conditions météorologiques lors de la visite ne permettaient pas de parcourir le périmètre complet de l'installation). Des panneaux signalant le danger et interdisant l'accès sont répartis sur la clôture. L'entrée du site est équipée d'un portail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autres aménagements – Piézomètre amont

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Autres aménagements
Prescription contrôlée : Un piézomètre est implanté en amont du site suivant préconisation d'un hydrogéologue agréé. Un plan d'implantation sera communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le piézomètre est situé au niveau du terrain de football de la commune de Champdôtre, c'est-à-dire au Nord Nord-Est de la sablière, et que la nappe s'écoule globalement de l'Ouest vers l'Est. Il est ainsi apparu que le piézomètre a une position latérale et non en amont par rapport à l'exploitation actuelle. Le dossier de demande d'autorisation de la sablière positionne le piézomètre amont en limite Ouest Nord-Ouest de la zone actuellement en exploitation. D'après le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant pour l'ouverture d'une sablière à proximité, le sens d'écoulement de la nappe est bien globalement de l'Ouest vers l'Est. Par courriel du 14 février 2022, l'exploitant a confirmé la position du piézomètre indiquée lors de la visite et transmis un plan de localisation. Il a également confirmé l'absence de piézomètre de contrôle en amont de l'exploitation actuelle de la sablière, tout en précisant que le forage d'eau potable situé en amont du site réalise le suivi des mêmes paramètres que ceux prévu dans l'arrêté préfectoral pour le piézomètre amont. La prolongation de l'autorisation étant sollicitée pour 3 années supplémentaires, l'inspection a demandé à l'exploitant, par courriel du 17 février 2022, d'indiquer les dispositions envisagées durant la prolongation concernant le suivi des eaux souterraines (niveaux piézométriques et suivi de la qualité). Par courriel du 21 février 2022, l'exploitant a précisé qu'il allait continuer de contrôler les paramètres sur le piézomètre existant au niveau du stade afin de conserver une comparaison au fil de l'exploitation. De plus, il va utiliser les données du captage AEP pour le suivi de la qualité conformément à l'arrêté préfectoral. En ce qui concerne le niveau piézométrique mensuel, il va demander au géomètre de repositionner le NGF de la règle pour établir réellement le niveau de la nappe. L'opportunité de modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral sera analysée dans le cadre de l'instruction de la demande de prolongation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Distances limites et zones de protection
Prescription contrôlée : L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place. En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée.
Constats : Selon la mise à jour du 26/11/2021 du plan topographique, des matériaux ont été extraits dans le délaissé périphérique de 10 m à l'angle Nord - Nord-Ouest du plan d'eau sur une largeur de l'ordre de 2 à 3 m. Selon les déclarations de l'exploitant, le dépassement a été constaté après extraction des matériaux. Il est rappelé que la distance de 10 m doit être respectée afin de ne pas compromettre la stabilité des terrains voisins. Il est donc demandé à l'exploitant de justifier que la stabilité des terrains voisins n'est pas compromise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épaisseur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux alluvionnaires concerne les alluvions récentes sur une épaisseur moyenne de 3,5 m. En aucun cas, le substratum, composé d'une couche argileuse, ne doit être endommagé, entamé ou excavé. Un relevé topographique est effectué par un géomètre expert avant et après l'exploitation.
Constats : Le plan topographique du 26/11/2021 transmis fait apparaître les cotes minimales d'extraction, le niveau d'eau, mais ne mentionne pas les épaisseurs d'extraction ni ne fait apparaître les informations permettant de les contrôler. La cote minimale d'extraction apparaissant sur le plan topographique est de 181,3 m, les cotes d'extraction étant majoritairement situées entre 182 m et 183 m. Les échanges avec l'exploitant au cours de la visite font référence à une cote du terrain naturel autour de 186 m, ce qui apparaît cohérent avec les éléments apparaissant dans la demande d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Phasages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 22.3
Thème(s) : Situation administrative, Phasages
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant le plan annexé (annexe 1) en 4 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation. [...] Phase 4: l'extraction s'effectue en direction Sud-Est à l'emplacement des surfaces utilisées pour les installations. Phase Surface extraite (m ²) Volume du gisement (m ³) Phase 4 20 800 m ² 77 000 m ³
Constats : Selon le dossier de demande de prolongation de fin 2021 et le plan topographique du 26/11/2021, il apparaît que l'exploitation est en phase 4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Utilisation des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 22.4
Thème(s) : Situation administrative, Utilisations des matériaux
Prescription contrôlée : 22.4.1. Les matériaux extraits sont exclusivement réservés à l'usage de la fabrication de béton hydraulique. 22.4.2. L'utilisation des matériaux extraits pour des travaux de remblaiement ou de comblement est strictement interdite. 22.4.3 L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Celui-ci sera renseigné hebdomadairement. Une synthèse de ce registre est adressé annuellement à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Suite à l'observation soulevée lors de l'inspection de 2014, demandant à l'exploitant de justifier que l'ensemble des matériaux sortant de sa carrière est utilisé pour un usage noble (fabrication béton hydraulique notamment), l'exploitant a indiqué, par courrier du 12 septembre 2014, que les matériaux produits par la carrière sont essentiellement dédiés à la composition de béton prêt à l'emploi, seules les granulométries ne permettant pas un usage élaboré ou déclassées sont vendues pour des travaux de réseaux ou de drainage. Par courriel du 18/01/2022 l'exploitant a transmis à l'inspection un document synthétisant les données relatives à l'utilisation des matériaux extraits sur le site. Ce document indique que 94 % des matériaux commercialisés en 2021 ont été utilisés pour le béton. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que cette synthèse est élaborée grâce à un logiciel au sein duquel sont notamment enregistrés les bons de livraison avec le nom du client et la date de livraison. Cela lui permet ensuite d'identifier les usages des matériaux commercialisés. Concernant les 6% non utilisés pour le béton, l'exploitant a indiqué qu'ils sont essentiellement utilisés pour des travaux de VRD, et que les matériaux concernés sont essentiellement du sable 2-4 qui ne peut pas être utilisé dans la fabrication de béton.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Limitation des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 26.1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des consommations
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau, qu'elle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesure volumétriques totalisateurs et de disconnecteur. Ils sont relevés hebdomadairement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements de matériels, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.
Constats : La présence d'un disconnecteur a été constatée lors de la visite. Les installations de prélèvement d'eau sont équipées d'un compteur volumétrique, relevé quotidiennement selon les déclarations de l'exploitant. Le compteur avait toutefois été endommagé par le gel, l'exploitant était en attente d'un compteur de remplacement. Il a indiqué que les installations ne pouvaient toutefois pas fonctionner à cause du gel. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection du remplacement du compteur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser : - 75 m ³ /h ni 75 000 m ³ /an pour les installations dont la puissance est supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW ; - 200 m ³ /h ni 200 000 m ³ /an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW.
Constats : Les volumes prélevés dans la nappe en 2020 et 2021 sont respectivement 29 058 m ³ et 25 140 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traitement des eaux de procédés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux de procédés
Prescription contrôlée : Les eaux de lavage collectées transitent dans plusieurs bassins de décantation. Lorsque les matières en suspension sont décantées, elles sont dirigées vers le bassin de pompage où elles sont réintroduites en fabrication (annexe 3). Les bassins de décantation doivent être réalisés de sorte à ne pas avoir d'influence sur la nappe et sont étanchéifiés (fond et flancs) avec les matériaux de décantation ayant une perméabilité inférieure à 10 ⁻⁹ m/s. Les bassins de pompage et décantation sont protégés par des merlons pour éviter l'introduction d'eaux de ruissellement et toute pollution externe. Ces bassins ne reçoivent que les eaux propres et eaux de procédés à l'exclusion de toutes autres.
Constats : Les eaux issues des installations de traitement sont dirigées vers deux bassins de décantation en série. Selon les déclarations de l'exploitant, leur étanchéité est assurée par dépôt des matériaux décantés. Après décantation, les eaux sont renvoyées vers un troisième bassin dans lequel les eaux sont pompées pour alimenter les installations de traitement. Ces 3 bassins sont entourés de merlons sur la totalité de leur périmètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 26.2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet
Prescription contrôlée : L'eau en sortie du décanteur déshuileur est rejetée dans un ancien fossé situé en limite nord. Les sanitaires présents sur la carrière fonctionnent de manière autonome.
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, l'eau en sortie du décanteur déshuileur est rejetée au pied de l'aire étanche surélevée. L'inspection n'est pas parvenue à identifier (dans l'AP, le rapport d'instruction et la demande d'autorisation) la localisation exacte du point de rejet fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 26.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
Prescription contrôlée : 1°) Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche avec un point bas relié à un décanteur déshuileur garantissant un rejet dont la concentration en hydrocarbures n'excède pas 5 mg/l. Celui-ci est régulièrement vidangé par une entreprise agréée. L'ensemble de l'installation (aire étanche + décanteur) est surélevé de 1 m par rapport au terrain naturel. 2°) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100% de la capacité du plus grand réservoir,• 50% de la capacité des réservoirs associés. A défaut les cuves de stockage sont à double paroi, avec détecteur de fuites. Les stockages de lubrifiants sont couverts. Aucun stockage d'hydrocarbure n'est présent sur site. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l. 3°) Toutes mesures doivent être prises pour éviter qu'en cas d'inondation, les produits de toutes natures susceptibles de polluer les eaux puissent être entraînés. [...] 6°) Un kit de première intervention doit être disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures.
Constats : 1°) L'aire étanche est surélevée par rapport aux terrains voisins. Elle est située à une cote supérieure à 187 m selon le plan topographique du 26/11/2021. Selon les déclarations de l'exploitant, le ravitaillement des engins est réalisé sur cette aire. La présence d'un séparateur hydrocarbures a été contrôlée lors de la visite. Par courriel du 18/01/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection la fiche de contrôle du séparateur hydrocarbures faisant apparaître un contrôle annuel précisant si une vidange est nécessaire ou non, et mentionnant la date de réalisation. Le dernier contrôle mentionné sur cette fiche a été réalisé le 4 octobre 2021, et le dernier nettoyage le 24 septembre 2020. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les bordereaux de suivi de déchets des nettoyages du séparateur réalisés le 24 septembre 2020 et le 27 janvier 2022. 2°) Deux fûts d'AD BLUE étaient présents sur l'aire étanche mais n'étaient pas sur rétention. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas avoir placé les fûts d'AD BLUE sur rétention du fait de l'absence d'étiquetage. Par courriel du 14/02/2022, et suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis la fiche de données de sécurité qui indique que le produit n'est pas soumis à étiquetage, qu'il ne comporte pas de mentions de dangers ni de conseils de prudence, et ne mentionne pas de risque pour l'environnement, ni la nécessité de placer le produit sur rétention. Au vu de ces éléments, et même si le produit n'apparaît pas présenter de danger, la nappe étant mise à l'air au niveau du site, il serait opportun que les fûts soient placés sur rétention. 3°) Les produits dangereux sont entreposés dans un conteneur surélevé au même niveau que l'aire étanche ou directement sur l'aire étanche elle-même. 6°) Un kit de première intervention était disponible lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôles des eaux de nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des eaux de nappe
Prescription contrôlée : Un contrôle du niveau de la nappe doit être effectué à partir du piézomètre visée à l'article 16 par : <ul style="list-style-type: none">• un relevé mensuel des hauteurs piézométriques.• une analyse des eaux prélevées suivant des méthodes normalisées de façon semestrielle par un organisme agréé. Elle doit porter sur les paramètres suivants : turbidité, hydrocarbures. Les relevés réalisés seront mis à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : Le dossier de demande de prolongation présente les relevés mensuels des hauteurs piézométriques de janvier 2017 à avril 2021. Il présente également les résultats des mesures de la turbidité et de la présence d'hydrocarbures réalisées entre 2016 et janvier 2021. Par courriel du 18/01/2022, l'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées en juillet et décembre 2021. Ces mesures font apparaître une turbidité supérieure à 1 NFU (norme de qualité environnementale pour les eaux souterraines) en juin 2016, juillet 2020 et janvier et juillet 2021. Les teneurs en hydrocarbures sont inférieures à la limite de quantification sur la période considérée (2016 - 2021). Le dossier de demande de prolongation ne présente pas de mesure de la qualité des eaux souterraines pour l'année 2018, la fréquence semestrielle n'a pas été respectée, mais l'est depuis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 35.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit/contrôles
Prescription contrôlée : Un contrôle du niveau sonore est effectué dès la reprise des travaux d'exploitation sur la carrière. Ce contrôle doit être renouvelé tous les trois ans.
Constats : Le dossier de demande de prolongation de fin 2021 présente les résultats du contrôle du niveau sonore réalisé le 13/11/2019. Les mesures ont été réalisées en période diurne au niveau de 3 points situés en limite de site : les niveaux de bruit mesurés sont inférieurs à 70 dBA. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'aucune mesure de bruit n'a été réalisée en ZER car les installations de traitement sont situées à environ 1 km des premières habitations (situées au nord), et que les niveaux de bruit mesurés en limite nord du site sont de 51,5 dB(A), ce qui n'apparaît pas susceptible d'être à l'origine d'émergences en ZER du fait de la décroissance des niveaux sonores en fonction de la distance. Il a par ailleurs précisé que les horaires de fonctionnement des installations sont de 7h30 à 12h puis 13h30 à 16h45.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'évolution
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m ;• la position des fronts ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• la position des ouvrages visés à l'article 19 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciale Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des installations classées.
Constats : Par courriel du 18/01/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection la mise à jour du 26/11/2021 du plan topographique. N'y apparaissent pas : <ul style="list-style-type: none">• les abords dans un rayon de 50 m ;• la position des fronts, c'est-à-dire les limites du bassin, n'est pas claire ;• les zones remises en état.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet